



Le rectorat de Créteil se couvre de honte au collège François Mitterrand (Noisy-le-Grand)

Depuis de trop longs mois, le collège François Mitterrand (Noisy-le-Grand) est devenu un exemple flagrant du management par la peur et le stress, des mises au placard, des invectives, des mesures de rétorsion, des vérités alternatives et des entraves au droit syndical et au cadre réglementaire. En un mot, cet établissement est le pavillon témoin du nouveau management public et de ses conséquences délétères trop bien connues sur la santé des personnels.

Les élu.es de la liste SNES-FSU, SUD EDUCATION et sympathisant.es et les collègues jugé.es trop proches de cette liste y subissent au quotidien un acharnement insupportable caractérisé par un management brutal de tous les instants.

Et pourtant, ce collège était sans histoire depuis sa construction il y a 20 ans : l'équipe pédagogique était stable, dévouée à la réussite de toutes et tous et appréciée des parents d'élèves.

Désormais, dans cet établissement, exercer un mandat syndical et revendiquer la démocratie interne et le dialogue social sont des missions quasi impossibles qui exposent et abîment les personnels. Les alertes, signalements et appels au secours se sont multipliés de la part de collègues humilié.es, congédié.es, exfiltré.es par la direction au fil des mois. Toutes et tous en ont témoigné par de multiples canaux auprès des autorités hiérarchiques. La souffrance au travail y est documentée, objectivée et sans équivoque.

Ce management brutal se double d'un management toxique de fracturation du collectif. Direction le rectorat (sans respect des procédures en vigueur) pour celles et ceux qui osent apporter la moindre forme de contradiction. En revanche, un totem d'immunité est accordé à d'autres, loyaux et dociles, y compris quand il s'agit de traiter de mise en danger des élèves. Aux collègues maltraité•es, on brandit des accusations de diffamation. Aux protégé•es de la direction, on réserve une protection de tous les instants.

En juin 2024, devant l'ampleur et la précision des signalements, la DSDEN 93 avouera être mise en difficulté par certains agissements de la direction du collège. Plus tard, une enquête administrative sera diligentée.

Aujourd'hui, le rectorat a tranché : deux collègues syndiqué.es au SNES-FSU et à SUD EDUCATION (dont la secrétaire de la section SNES-FSU du collège) sont muté.es dans l'intérêt du service sans délai, suite à l'enquête administrative. Enquête dont le rapport et les conclusions n'ont toujours pas été communiqués. Enquête dont le déroulement à bien des égards fût plus que suspect. Aurait-elle été une immense opération d'enfumage dans le seul but d'écartier deux collègues et d'offrir un parachute doré à un personnel de direction ?

Encouragée par la loi de pulvérisation de la fonction publique de 2019, déjà utilisée de façon totalement abusive à l'égard d'autres collègues militant•es syndicaux•ales, la mutation dans l'intérêt du service permet en dehors de toute procédure disciplinaire et contradictoire de déplacer des collègues par le seul fait du prince. Officiellement, il ne s'agit pas d'une sanction. Dans les faits, cette mesure scandaleuse, non-motivée et brutale est utilisée pour mater les collègues qui dérangent l'administration. Au collège François Mitterrand, elle est le bras armé d'une répression syndicale qui ne dit pas son nom. C'est intolérable, injuste et d'une violence inouïe.

Le rectorat assume donc au mépris de toute considération pour les lanceur.es d'alerte que sont nos deux collègues de participer à la France-Télécomisation de l'éducation nationale : les personnels y sont intimidé•es, broyé•es et traité•es sans considération ni humanité. Qui sont donc les prochain.es sur la liste ?

L'intersyndicale éducation SNES-FSU 93, SUD-EDUCATION 93, CGT EDUC'ACTION 93, CNT 93 apporte son soutien sans faille à nos camarades Catherine et Vincent. Elle exige leur maintien au collège François Mitterrand et se tient prête auprès des collègues du collège et du département pour en finir définitivement avec le management brutal et toxique qui gangrène nos établissements.